

LE CHEMIN DE LA LIBERTÉ

de Philip NOYCE

FICHE TECHNIQUE

Titre original : Rabbit-Proof Fence

Pays (country) : Australie

Durée (running time) : 1h34

Année (year) : 2002

Genre : Drame

Scénario (screenplay) : Christine OLSEN d'après *Follow the Rabbit Proof Fence* de Doris PILKINGTON GARIMARA

Directeur de la photographie : Christopher DOYLE

Musique (music) : Peter GABRIEL

Coproduction : Australian Film Commission / The Australian Film Finance Corporation / HanWay Films / Lotteries Commission of Western Australia / Olsen Levy Production / Rumbalara Films / Screenwest / Showtime Australia / South Australian Film Corporation

Distribution : Bac Films

Interprètes (cast) : Evelyn SAMPI (Molly Craig), Tianna SANSBURY (Daisy Craig), Laura MONGAHAN (Gracie Fields), Kenneth BRANAGH (Mr A.O. Neville), David GULPILIL (Moodoo), Ningali LAWFORD (mère de Molly), Myarn LAWFORD (grand-mère de Molly), Jason CLARKE (Constable Riggs)

Sortie : 23 avril 2003

Avant-première au Festival du Cinéma des Antipodes, Saint-Tropez Octobre 2002

SYNOPSIS

Le Chemin de la Liberté s'inspire d'une histoire vraie et du livre-témoignage de Doris P. Garimara, descendante de l'une des protagonistes. Il relate le destin hors du commun de trois fillettes âgées de 7 à 12 ans, originaires du nord de l'Australie. Conformément à une politique gouvernementale (en vigueur de 1910 à 1970) visant à donner aux enfants métis aborigènes une éducation occidentale et à les intégrer dans une « Australie Blanche », ces fillettes furent séparées de leurs familles en 1931 et placées dans un centre d'éducation du sud du pays. N'acceptant ni la séparation, ni les principes d'éducation imposés, elles s'enfuirent, parcourant près de 2500 kms à pied. Elles n'avaient pour tout guide que la « barrière contre les lapins » (*rabbit-proof fence*) qui coupait en deux le pays et visait à protéger les pâturages de l'invasion des lapins importés dans l'est du pays.

AUTOUR DU FILM

Quelques dates clés dans l'histoire de l'Australie :

1788 première colonie pénitentiaire installée par les Anglais à Sydney.

Population aborigène estimée à 300 000 personnes avec 300 à 600 groupes linguistiques différents.

1833 abolition de l'esclavage dans les colonies britanniques.

1851 découverte d'or en Nouvelle Galles du Sud et début de la « Ruée vers l'Or ».

1852 fin de la déportation.

1855-1856 l'Angleterre autorise un gouvernement autonome et une constitution pour ses colonies australiennes.

1860 population non-aborigène : 1,2 million.

1880 population non-aborigène : 2,3 millions dont plus de 60% nés en Australie.

L'Association des Natifs d'Australie prend une ampleur nationale et prône le nationalisme et la fédération d'une nation blanche.

1887 début de formation de partis politiques au niveau national.

1891 création du Parti Travailleuse Australien.

1901 (1^{er} janvier) création du **Commonwealth d'Australie** : état fédéral avec sa propre constitution mais dépendant du Royaume-Uni de GB et Irlande.

Aborigènes exclus du recensement par la constitution mais leur population est estimée à 95 000 (pour 3 millions de non-aborigènes).

Australia Immigration Restriction Act : début de la politique pour une « **Australie Blanche** ».

1902 droit de vote pour les femmes aux élections fédérales.

1903 **Alfred Deakin** (Parti Protectionniste) élu Premier Ministre : partisan de « *l'unité de la race comme principe essentiel de l'unité de l'Australie* » et favorable à « *la déportation ou à la réduction du nombre des étrangers ('aliens') dans notre société* ». Père de la politique d'une « Australie Blanche » dès 1901.

1911 recensement national : 4,5 millions de personnes. L'inscription sur les listes électorales devient obligatoire.

1914 engagement de l'Australie dans la guerre en Europe.

(25 avril 1915 Gallipoli)

1924 voter devient obligatoire (loi).

1925 6 millions d'habitants + Canberra : capitale fédérale en 1926.

1931 Australie refuse de ratifier le Statut de Westminster et préfère rester sous allégeance du parlement britannique.

1939 adoption d'un plan de défense nationale et entrée en guerre contre l'Allemagne.

1942 bombardements japonais sur Darwin.

Ratification du Statut de Westminster et accession au statut de dominion autonome.

1949 adoption de la loi sur la nationalité et la citoyenneté australiennes.

1960 les Aborigènes deviennent citoyens australiens à part entière.

1963 délivrance des premiers passeports australiens.

1965 le Parti Travailleuse Australien dénonce la politique pour une « Australie blanche ».

1966 le dollar australien devient monnaie officielle.

1971 première élection d'un aborigène au Parlement National.

1972 accession au pouvoir du Parti Travailleuse après 23 ans de pouvoir conservateur. Gough Whitlam devient Premier Ministre.

1973 droit de vote à 18 ans en Australie.

Visite officielle de la reine Elizabeth II à qui est conféré le titre de « Reine d'Australie » alors que la GB adhère à la Communauté Economique Européenne.

Abolition de la politique pour l'« Australie Blanche ».

Page d'histoire : Des politiques d'exclusion et d'insertion

En Australie, à la fin du XIX^e siècle, en même temps que l'on glorifie la fibre rebelle du « bushranger » élevé au statut de mythe viril de « bandit au grand cœur », on accueille le nouveau rôle interventionniste de l'Etat avec le plus grand enthousiasme et la plus grande fierté nationaliste. Cette montée du sentiment nationaliste s'accompagne malheureusement de l'exclusion du rêve australien pour certaines catégories sociales.

L'Australie n'est en effet un paradis accessible qu'aux hommes blancs. De préférence s'ils sont ouvriers qualifiés. Dans ce cas, la solidarité sociale pourra jouer son rôle, même si la rhétorique qui la sous-tend masque des inégalités de richesse et de traitement, et renforce la légitimité de la nouvelle bourgeoisie coloniale.

Paradis de l'ouvrier, l'Australie ? Pas pour tous, loin s'en faut. A la fin du XIX^e siècle, comme en Angleterre, nombre d'ouvriers, de femmes et d'enfants survivaient comme ils le pouvaient, exploités qu'ils étaient dans les usines des industries en développement. Dans des villes en plein essor comme Melbourne, « on trouvait des enfants qui travaillaient 60 heures par semaine pour 1,5 shilling [environ 1 €] de l'heure dans les années 1870 » (G. Goulven-Le Cam).

De surcroît, les immigrés chinois qui, au milieu du siècle, avaient été attirés par le rêve de l'or australien, se retrouvaient marginalisés par des lois ségrégatives et employés dans le bush à des tâches subalternes délaissées par leurs compagnons blancs unis par le rempart d'une virile camaraderie. Les lois contre l'immigration chinoise reflétaient déjà une peur xénophobe dans une société qui, de plus en plus, se prétendait sans caste et libérée de la servitude imposée par la Vieille Angleterre.

L'Utopie australienne laissait également pour compte les premiers occupants du continent : **les Aborigènes**. Au point de départ de l'exclusion de cette société tribale originelle, on trouve le concept de « *terra nullius* » (terre vide,

n'appartenant à personne) mis en avant par le colonisateur anglais et support légal de l'expansion européenne. L'implication était et serait lourde de conséquences : d'un point de vue strictement juridique, l'Australie aborigène n'avait pas été envahie ! De ce fait, on ne pouvait faire la guerre et signer des traités de paix avec des gens qui n'étaient que des rebelles que l'on avait, dès l'annexion de leur terre, transformés en « sujets britanniques ». Aux yeux des colonisateurs blancs, les Aborigènes n'étaient que des sauvages qui se situaient « à l'extrémité primitive de l'échelle humaine ».

Locale et farouche, la résistance des tribus aborigènes eut pour effet un retranchement des autochtones dans des zones difficilement accessibles, situées à l'intérieur du pays. Les colons, qui avaient construit des **missions** militaires dans la première moitié du XIX^e siècle, se mirent ensuite à construire des missions humanitaires et évangéliques dont le but réel était d'absorber et dissoudre la culture aborigène par la conversion religieuse. De fait, certains rites tribaux disparurent mais l'appartenance à la culture aborigène ne disparut pas pour autant et survécut même grâce au rassemblement d'Aborigènes en un même lieu. Ces missions furent en réalité des réserves d'Aborigènes où ceux-ci disposaient de terres, de nourriture, de travail, d'écoles et (bien sûr) d'églises. En conséquence, « cette époque des missions devait être considérée comme une sorte d'âge d'or » (G. Goulven-Le Cam).

Revers de la médaille ! On s'aperçoit peu à peu que la population aborigène des réserves croît régulièrement et l'on prend peur que ces réserves ne se transforment en « parcs de reproduction », ce qui irait à l'encontre des lois darwinistes de sélection naturelle et de l'extinction des races les plus faibles (*L'Origine de l'Espèce*, 1859). Les autorités en place n'ont plus qu'un seul souci : contrôler la croissance de la population aborigène !

Résultat : au début du XX^e siècle, à la naissance de l'Etat Fédéral australien, sont votées des lois dont le but officiel est de protéger les tribus aborigènes mais dont le but inavoué est **une politique de dispersion** visant à fondre les Aborigènes dans le reste de la population australienne. Commence alors un bouleversement majeur qui va culminer dans les années 1920 et 1930.

Les métis, dans les réserves, n'étaient pas officiellement reconnus comme Aborigènes et pouvaient être expulsés à tout moment, ce qui intéressait les fermiers blancs qui convoitaient leurs terres. Ils organisèrent des groupes de pression pour favoriser la mise en place d'**une politique d'expulsion** qui eut pour effet la concentration de familles aborigènes aux abords des villes où elles cherchaient des moyens de subsistance.

Parallèlement s'accrut une politique déjà connue au XIX^e siècle de **mise sous tutelle des enfants**. Cette politique de « child removal » devint un instrument de dispersion systématique des familles aborigènes et étaient, dès 1911 déjà, autorisée par tous les états australiens. Le plus souvent, les enfants étaient placés dans diverses institutions contrôlées par l'Etat Fédéral ou par l'Eglise (instituts catholiques). Parfois, ils étaient adoptés par des familles. Dans les années 1920, un enfant sur trois aurait été enlevé à ses parents.

Dans certains états, tels que Nouvelle Galles du Sud, Victoria et Queensland, sévissait aussi une force de police spéciale (appelée Native Police Force) composée d'Aborigènes commandés par des Blancs qui, avec l'appui des fermiers, brutalisaient et pourchassaient les Aborigènes en toute légalité.

Au cœur du film *Le Chemin de la Liberté*, se trouve cette politique de dispersion des familles aborigènes et de la séparation des enfants de leurs parents. Ces enfants font partie de ce que l'on a appelé « **la Génération Volée** » dont l'histoire a été reconnue en 1997 seulement en Australie, avec la publication par la Australian Human Rights and Equal Opportunity Commission d'un rapport de 689 pages intitulé : ***Bringing Them Home : The Stolen Children Report***. Ce rapport raconte comment, entre 1900 et 1970, des milliers d'enfants aborigènes ont été enlevés à leurs familles et à leurs tribus pour être internés dans des camps gérés par l'Etat Fédéral. On leur y a infligé des traitements inhumains et donné une éducation sommaire au détriment de leur propre langue et de leur propre culture. Pire ! Le rapport démontre que ces enfants étaient choisis sur des critères de couleur de peau dans le but de sélectionner les métis à la peau la plus blanche car l'on considérait que ceux-là seuls pourraient être sauvés grâce à un programme intensif d'Européanisation couronné par une intégration finale dans une société exclusivement blanche.

On se souviendra que, dans les années 1920 et jusque en 1975, arrivèrent en Australie en provenance d'Angleterre les Barnardo Homes Boys. A la fin du XIX^e siècle, le médecin irlandais Thomas Barnardo avait été l'initiateur d'un

programme de placement dans des familles d'accueil des nombreux orphelins créés par la Révolution Industrielle. Cette idée avait évolué en politique gouvernementale d'émigration des orphelins britanniques au Canada d'abord, puis, dans l'Entre-deux-guerres, en Australie. Ces enfants, généralement de race blanche et parlant anglais participaient à leur insu à l'évolution vers une « Australie Blanche ».

Emanant d'une volonté obsessionnelle de préserver la pureté culturelle et raciale du pays, **la politique de l'Australie Blanche** (1901-1973) se concrétisa par la mise en place d'un dispositif légal d'exclusion des minorités ethniques. Le point de départ en fut l'article 3 de la Loi sur la Restriction de l'Immigration qui, dès 1901, refusa l'accès au pays à « toute personne qui échouait à une dictée dans une langue européenne ». Les ouvriers spécialisés (tondeurs de moutons notamment) chinois et blancs devaient avoir des logements séparés. Dès 1902, la Loi sur le Suffrage excluait du droit de vote l'immense majorité des Aborigènes, des Asiatiques, des Africains et des Insulaires du Pacifique.

Dès 1901, cependant, le recensement de population faisait état de 3 millions de personnes, ne tenait pas compte d'une population aborigène estimée à environ 95 000, et démontrait un accroissement naturel nettement insuffisant au développement du pays. En conséquence, autour de 1915, on se mit à reconsidérer la question de l'immigration pour finalement décider de compléter la politique de l'Australie Blanche par la reprise d'une **politique d'immigration assistée** au départ de la Grande-Bretagne. On estime que 212 000 britanniques auraient ainsi émigré en Australie entre 1921 et 1929 (G. Goulven-Le Cam).

A partir de 1921 également, se mit en place un arsenal législatif correspondant à un protectionnisme obsessionnel de l'industrie australienne alors que, dans le même temps, un patriotisme exacerbé vantait les produits « made in Australia ». Ces courants protectionniste et patriotique se reflétaient dans l'exaltation de la solidarité nationale et dans la xénophobie ambiante, soucieuse de préserver la vigueur de la race anglo-saxonne en Australie. Cette vigueur n'avait-elle déjà été amplement démontrée par le sacrifice des 60 000 morts australiens de la Première Guerre Mondiale ? Dans le même temps, le pays se livrait à des expériences eugénistes, se défiait de la subversion (qu'elle soit pacifiste, syndicale, irlandaise ou communiste) et glorifiait le « Dinkum Aussie », l'Australien authentique.

Au début des années 1930 qui constituent la toile de fond du *Chemin de la Liberté*, l'Australie était non seulement soucieuse de préserver sa pureté ethnique et sa cohésion nationale mais aussi soucieuse de se développer économiquement et industriellement. La croissance économique et industrielle contribua alors au développement urbain.

Quant aux Aborigènes, on ne pouvait guère les considérer comme des immigrés, mais on pouvait les ignorer ou les évacuer de la conscience nationale. Ce choix avait déjà été fait au niveau de la Constitution de 1901 qui ne prévoyait pas de les inclure dans les recensements nationaux. En 1928, une enquête de police alla même jusqu'à exonérer de crime des policiers d'Australie Centrale qui avaient abattu 31 Aborigènes rendus responsables du meurtre d'un homme blanc (source : J. Rickard). Prévalait alors un sentiment largement répandu selon lequel la race aborigène était en voie d'extinction, ce qui suscita chez nombre d'anthropologues et de gens d'Eglise un éveil à une responsabilité nouvelle : celle du bien-être des Aborigènes. A cet égard, l'anthropologue A.P. Elkin symbolise cette conscience nouvelle et cette alliance de la religion et de la science européennes. Ce pasteur anglican fut à l'origine d'une tentative de compréhension de la religion aborigène et d'un mouvement pro-Aborigènes qui se concrétisa par la naissance d'une Association pour la Protection des Races Autochtones. Ce mouvement contribua vers 1939 à l'élaboration d'une politique plus ouverte et éclairée envisageant la reconnaissance des droits des Aborigènes dans un contexte plus vaste d'intégration sociale.

Au travers du **personnage de A.O. Neville** (K. Branagh), c'est cette tentative d'intégration des métis aborigènes, assortie d'une certaine bonne conscience des autorités, qui est exposée. Neville, Protecteur en Chef des Aborigènes d'Australie Occidentale, s'emploie à démontrer scientifiquement que les métis en question ne sont « pas véritablement blancs » (c'est-à-dire sont des sauvages), mais que certains d'entre eux n'ont qu'un quart de sang aborigène et peuvent donc devenir des australiens normaux. Neville fait sienne la croyance que la race aborigène est en voie d'extinction et prend sous sa responsabilité l'avenir de Molly, Gracie et Daisy, qu'il fait déporter au camp de Moore River afin de « les préparer à leur nouvelle vie au sein de la société blanche ». Elles seront domestiques ou ouvrières agricoles au gré des besoins de l'économie australienne. Pour les éduquer en vue de cette

carrière nouvelle, on les loge dans des dortoirs immenses et mal équipés, on les nourrit mal, on les évangélise et on leur interdit de parler leur langue maternelle. Pire, on les déclare orphelines alors que, si peut-être elles n'ont pas connu leur père (ouvrier blanc, saisonnier qui a participé à la construction de la barrière anti-lapins), elles viennent d'être arrachées des bras de leur mère. Le personnage de Neville contient toute la complexité et l'ambiguïté des politiques d'exclusion et d'insertion pratiquées par les autorités australiennes au siècle dernier.

Thématique politique et réception du film

Depuis 5 ans déjà, le contexte historique du film fait l'objet d'un débat ininterrompu dans la presse et dans l'opinion australiennes. Le film a exacerbé passion et indignation à propos d'un pan d'histoire longtemps caché car bien peu glorieux. Les Australiens utilisent le pluriel pour parler des « Générations Volées » puisque la politique de dispersion des Aborigènes a duré environ 60 ans. Le film s'inscrit dans le débat soulevé par le rapport officiel de 1997, *Bringing Them Home*, qui a exhumé les abominations du système et a suscité une vague de protestations portée à son comble par le **refus du Premier Ministre John Howard de présenter des excuses officielles au peuple aborigène** pour les injustices infligées par l'Etat, suivant l'idée que honte et remords appartiendraient au passé.

De surcroît, a émergé **un courant révisionniste** représenté par un groupe de théoriciens conservateurs (parmi lesquels le politologue blanc Des Moore et le Ministre des Affaires Aborigènes lui-même, John Herron) utilisant les médias pour faire valoir que les Générations Volées n'étaient qu'une exagération, un mythe, une contre-vérité idéologique aux statistiques contestables. C'est face à cette argumentation que les bons sentiments développés dans le film ont transformé celui-ci en outil politique, symbolique de la volonté de réconciliation collective dans l'Australie du début du XXI^e siècle.

« Within a national cinema that too rarely takes on topical issues with any sense of urgency or commitment ***Rabbit-Proof Fence* has become an emblem of Australia's burgeoning 'reconciliation' movement**, which is committed to healing the wounds inflicted by white settlers on the country's original inhabitants. » (*Sight & Sound*, novembre 2002)

Rabbit-Proof Fence (réalisé par un metteur en scène ayant fait carrière à Hollywood) a démontré que le thème des Aborigènes et du passé de l'Australie pouvait rassembler des foules de spectateurs en accédant au circuit national et international des multiplexes. Le film a eu, en Australie, un succès populaire sans précédent et a reçu 10 nominations de l'Australian Film Institute qui lui a accordé le Prix du Meilleur Film Australien en décembre 2002, ainsi que le Prix du Meilleur Scénario (pour Christine Olsen). Les 4 meilleurs films primés (dont *Beneath Clouds* et *Australian Rules*) avaient pour thème les Aborigènes. De plus, le Festival de Cinéma d'Adelaïde avait programmé en mars 2002 un ensemble de films ayant pour thème la Réconciliation du peuple australien. Au festival d'Edimbourg, *Rabbit-Proof Fence* a obtenu le Prix du Public.

L'équipe du film :

Le réalisateur Philip NOYCE (52 ans) a fait partie, à ses débuts, de la Nouvelle Vague Australienne avec des films d'Art et Essai comme *Newsfront* et *Heatwave*. Puis, dans les années 1980, avec *Dead Calm* (thriller où joue Nicole Kidman), il a commencé une carrière à Hollywood, enchaînant des succès tels que *Patriot Games* (avec Harrison Ford) et *Sliver* (avec Sharon Stone). Avec *Rabbit-Proof Fence*, Noyce a fait un retour triomphal dans son pays d'origine. Les Aborigènes ont même remercié « ce réalisateur blanc, qui fait partie de l'Establishment du cinéma, et mieux encore d'Hollywood, d'avoir montré (leur) histoire ».

Christopher DOYLE, le directeur de la photographie, est très connu pour sa collaboration à des films asiatiques, notamment ceux de Wong Kar-Wai tels que *Chunking Express* et (surtout) *In The Mood For Love*. Son travail caméra à la main introduit dans le film un style fluide facilitant l'improvisation et la direction de très jeunes non-actrices. On a surtout remarqué la dimension visionnaire des plans sur l'Outback australien, jamais autant mis en valeur depuis le classique de Nicholas Roeg, *Walkabout*.

Un travail (de 9 mois) remarqué sur la bande-son a été fait par Peter GABRIEL qui, sans avoir lu le script, a enregistré des bruits de vent, de pluie et des cris de dingos puis en a fait des notes au synthétiseur pour produire ce que lui avait demandé Philip Noyce : « une musique qui sorte de la terre ».

Kenneth BRANAGH a refusé de juger son personnage, A.O. Neville, disant qu'il ne visait qu'à en être le révélateur. Même si certains critiques ont pu voir dans sa composition la caricature d'un fonctionnaire discipliné et sans état d'âme, Branagh n'a pas voulu prendre parti et a laissé le réalisateur filmer son personnage le plus souvent au travail, dans l'espace de son bureau, pour accentuer (alternance de positions de caméra basse et de grands angles) la pression du système sur l'individu en contraste flagrant avec l'humanité réaliste des fillettes aborigènes dans leur immense « milieu naturel ».

Quelques citations :

« If people see this film they might support the members of the Stolen Generation and help them. These people still need help on the road to recovery and to find their original land and their true identity. »

Farley FAWCETT – Aboriginal Commission Chairman

« Many of us have a suppressed relationship with Aboriginal Australia. But now we want to move closer to the simple admission that it's a black and white country. »

Philip NOYCE

... « the tension builds up to an emotion-charged conclusion, linking an aspect of Australia's shameful past with its uneasy present. »

... « *Rabbit-Proof Fence* is hardly an alluring tourist advertisement for outback travel, nor does it present a flattering view of Australia to the world. But it's unquestionably a piece of vigorous film-making with a vital, moving subject and fine acting in an exotic, unfamiliar landscape : and that's something all Australians can be proud of. »

Frank HATHERLEY – *Screen Daily*

PISTES PÉDAGOGIQUES

- La politique de Réconciliation Nationale et les Droits de l'Homme en Australie.
- L'Allemagne dans les années 1930.
- Les USA dans les années 1960 (rapprochement thématique avec « La couleur du Mensonge »).
- L'adaptation littéraire à l'écran : du livre de Garimara au film de Noyce / du livre de P. Roth au film de R. Benton (niveaux de lecture, symbolisme...).

BIBLIOGRAPHIE

- Clark Manning, *History of Australia*, Londres, 1995.
- Goulven-Le Cam Georges, *L'Australie et la Nouvelle-Zélande*, Presses Universitaires de Rennes, 1996.
- Rickard John, *Australia – A cultural History*, Londres, 1996.
- Ferro Marc, *Histoire des colonisations*, Le Seuil, Paris, 1994.